

Avec un peu de volonté nous pourrions éradiquer la pauvreté

Partage international n° [182](#) - Octobre 2003

par Jeffrey D. Sachs et Sakiko Fukuda-Parr

Le grand paradoxe de notre époque est que la situation de grande détresse des plus pauvres - maladies, famine, eau non potable, etc. - pourrait facilement être soulagée par une aide modique des pays les plus riches. Avec moins de 1 % des revenus annuels de ces pays, les principales souffrances résultant de la pauvreté pourraient être réduites de façon très substantielle voire même éradiquées.

D'ailleurs, les pays riches et pauvres ont solennellement proclamé, non pas une fois mais au moins à quatre reprises au cours des trois dernières années, qu'ils allaient travailler ensemble pour réaliser des progrès substantiels visant à éliminer la pauvreté. Mais, la grande difficulté au niveau du développement économique n'est pas de savoir comment soulager la souffrance mais plutôt de savoir comment faire pour que les pays riches et pauvres honorent leurs engagements.

Au cours de l'année 2000, 150 leaders mondiaux se sont réunis au siège des Nations unies à New York, afin de fixer des objectifs globaux pour le nouveau millénaire. Au cours de trois sommets qui ont suivi, y compris lors de la réunion du G8 qui s'est déroulée en France, ces objectifs ont été répétés.

Avec seulement 0,7 % du PNB

Ceux-ci mettent l'accent sur la réduction de la pauvreté mais pointent aussi des problèmes apparentés tels que l'infection par le virus HIV, l'illettrisme et la mortalité infantile. Pour atteindre ces objectifs, les pays les plus riches - Etats Unis, Japon et Europe occidentale - ont marqué leur accord pour accroître (à long terme) leur aide extérieure jusqu'à 0,7 % de leur PNB. Les pays pauvres se sont également engagés à apporter leur contribution en instaurant des administrations publiques honnêtes et efficaces et des réformes économiques.

L'affaire était équitable : davantage d'aide en échange d'une meilleure gouvernance. Une aide de 0,7 du PNB s'élèverait à environ 175 milliards de dollars par an et permettrait, si elle était utilisée de manière efficace, un contrôle des grandes maladies pandémiques telles que le sida, la tuberculose et la malaria, un accroissement de la quantité de nourriture produite par les fermiers des tropiques, la scolarisation des enfants et un accès minimum à l'eau potable, à l'énergie et à d'autres marchés.

Le rapport des Nations unies sur le développement humain publié en juillet 2003 cite de nombreux exemples de programmes de développement qui ont réussi grâce à un soutien financier et à l'instauration de bonnes pratiques ; il montre avec de nombreux détails comment des investissements dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'eau ou les installations sanitaires peuvent contribuer à l'amélioration de la situation des populations. Mais ce rapport insiste également sur l'effort qui reste à accomplir. En effet, d'un côté, la contribution des pays riches se limite actuellement à 0,2 % de leur PNB et d'un autre côté, la bonne gouvernance constitue encore un objectif lointain pour de nombreux pays défavorisés, bien que certains d'entre eux tels que le Bangladesh, la Bolivie, le Ghana, le Sénégal ou la Tanzanie se démarquent en luttant contre la pauvreté et méritent plus de soutien que ce qu'ils reçoivent actuellement.

Comment expliquer l'incapacité du monde à suivre ses engagements de lutter contre la pauvreté alors que les solutions à cette question sont bien connues ?

En ce qui concerne les Etats-Unis, leur aide au développement est relativement la plus faible parmi l'ensemble des pays donateurs (environ 10 milliards de dollars pour un PNB de 10 000 milliards de dollars soit 0,1%) ; l'explication principale à cette situation semble être la confusion qui règne dans l'esprit du public. Des enquêtes d'opinion montrent que les Américains croient fermement que leur nation aide bien plus les pays pauvres que ce n'est réellement le cas. De plus, à l'époque de la Guerre Froide et même à l'heure actuelle, une partie importante de l'aide américaine allait à des tyrans et à des escrocs afin d'appuyer la politique étrangère des Etats-Unis. Trop peu d'argent était consacré à la lutte contre la pauvreté, la faim et les maladies. Non seulement le

montant de l'aide étrangère était bien trop faible mais de plus, celle-ci était mal dirigée.

Il est parfois affirmé que les pays riches n'ont pas les moyens de fournir une aide financière plus importante et que leurs budgets sont déjà trop déséquilibrés pour consacrer plus de moyens au reste du monde. Et pourtant, les Etats-Unis, le Japon et l'Europe occidentale dépensent de manière inconsidérée bien plus d'argent dans des subsides destinés à leurs propres agriculteurs - en protégeant par exemple des producteurs de sucre qui ne peuvent être rentables sous des climats tempérés - que dans l'aide au développement.

Un commerce plus équitable

Le montant de l'aide portant sur moins de 1% de leur PNB, la question n'est pas de savoir si les pays riches peuvent se permettre d'accroître leur effort ou s'ils doivent faire un choix entre d'un côté leur budget militaire et d'un autre côté la réduction de la pauvreté dans le monde ; la vraie question est de voir s'ils sont disposés à accorder la priorité à l'élimination de l'extrême pauvreté dans le monde.

Les objectifs établis lors de la conférence du

millénaire, qui s'est tenue aux Nations unies, en l'an 2000, constituent le meilleur espoir de l'humanité afin de garantir que la mondialisation se fera au bénéfice de tout le monde et pas uniquement au profit des riches. Mais le temps presse, les objectifs de réduction de la pauvreté, de la faim et des maladies ont été fixés pour 2015, il ne reste qu'une douzaine d'années.

Les pays nantis doivent montrer de manière non équivoque aux pays pauvres qu'ils sont prêts à fournir l'aide adéquate *via* des règles de commerce plus équitables et une contribution plus généreuse au développement. Il n'y a plus de temps à perdre si nous voulons créer un monde avec plus de justice, de prospérité et de sécurité pour tous.

Publié à l'origine dans le *Los Angeles Times* (Etats-Unis), reproduit avec la permission des auteurs.

Auteur : Jeffrey D. Sachs et Sakiko Fukuda-Parr,

Sources : Los Angeles Times (Etats-Unis)

Thématiques : [Sciences et santé](#), [Société](#), [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)

Rubrique : [Divers](#) ()